Depuis plus de 20 ans, EY observe les flux et mécanismes d’implantations internationales afin d’accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l’élaboration des réformes qui encouragent l’investissement.

Téléchargez la version détaillée de l'épisode
1 du Baromètre 2025 de l'Attractivité de la
France

PDF (3 MB)

Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d’entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs, et recense leurs investissements partout en Europe. Dans une période de forte incertitude politique et économique, prise en tenaille entre les Etats-Unis et la Chine, comment l’attractivité de l’Europe et de France ont-elles évolué ? Découvrez les enseignements du premier épisode du Baromètre EY de l’Attractivité de la France 2025.

L’Europe en souffrance

En déficit de compétitivité et confrontée à un environnement instable, l’Europe voit les investisseurs réduire leurs positions.

Les investissements étrangers en Europe ont diminué pour la deuxième année consécutive et sont désormais à leur niveau le plus bas depuis neuf ans : 5 383 projets ont été annoncés en Europe en 2024, soit une baisse de 5 % par rapport à 2023. Le nombre d'emplois créés par les IDE a diminué de 16 %.
Dans le même temps, ils ont progressé d’environ 20 % aux Etats-Unis, les
investisseurs étant attirés par les conditions du programme IRA (Inflation reduction Act) et les « promesses » pro-business formulées par Donald Trump. Le nombre de projets annoncés par les investisseurs américains en Europe a diminué de 11 % par rapport à 2023 et de 46 % par rapport à 2021.

Source : EY European Investment Monitor 2025

Dans notre enquête de mars 2025, les tensions géopolitiques sont perçues comme le principal risque pour l’attractivité européenne (35 %), devant le contexte macroéconomique (34 %) et les barrières commerciales (30 %). Nul doute que ce sujet a pris de l’intensité depuis l’accentuation de la guerre commerciale avec l’augmentation des droits de douane et ses implications sur la croissance et l’investissement, en Europe et ailleurs.
Au-delà de ces crises – en écho aux récents rapports Draghi et Letta – les dirigeants internationaux invitent l’Europe à répondre aux enjeux structurels de la compétitivité (25 %), de l’innovation en comparaison avec les Etats-Unis et la Chine (24 %) et de l’adaptation des compétences aux enjeux de demain (23 %).

Succès mesuré pour la France

Bien que l’investissement et l’emploi ralentissent nettement, la France conserve son rang en 2024.

La France reste, pour la 6e année consécutive, le pays où se sont réalisés le plus
grand nombre d’investissements internationaux en 2024, performance atténuée par
son 3e rang en nombre d’emplois.

10 principaux pays d’accueil des investissements étrangers annoncés en Europe en 2024

Survolez chaque pays pour découvrir ses chiffres clés

Source : EY European Investment Monitor 2025

Le nombre de projets d’implantation et d’extension étrangers en France a reculé de
14 % en 2024. Ses deux principaux concurrents, le Royaume-Uni et l’Allemagne, s’inscrivent dans la même tendance.
Les créations de postes générées par ces projets ont fortement diminué (-27 %) entre 2023 et 2024, ce qui est indicatif de la prudence, des coûts et des délais relatifs aux implantations, enjeux déjà relevés dans nos précédents baromètres.

Source : EY European Investment Monitor, 2025

Selon notre enquête auprès de 200 dirigeants, interrogés en mars 2025, les atouts de
la France (taille du marché, innovation, compétences, infrastructures et qualité de vie)
se heurtent aux impératifs du court terme (rentabilité, stabilité, énergie et moyens disponibles pour la transition écologique).
Dans le reste de l’Europe, l’augmentation très forte des projets dans les pays du Sud (notamment en Espagne) et la stabilité des investissements en Europe centrale contrastent avec le ralentissement général des pays d’Europe de l’Ouest.

Préoccupations majeures

Industrie et services à valeur ajoutée au défi de la compétitivité européenne et de la concurrence américaine et asiatique.

Sur le plan industriel, la France conserve la 1re place européenne en 2024 pour le nombre d’implantations et extensions d’usines, mais les projets y sont moins créateurs d’emplois et moins régénérateurs qu’ailleurs en Europe.
Aux yeux des investisseurs étrangers, l’attractivité industrielle souffre des coûts salariaux, mais aussi d’un manque de foncier, de compétitivité énergétique, de robotisation, d’innovation et d’agilité. A ces irritants s’ajoute la faiblesse de la croissance tricolore, marquée par une consommation des ménages en berne. Certaines industries historiques, comme celles de la chimie ou de l’automobile, marquent le pas, avec un solde ouvertures + extensions / fermetures + restructurations redevenu négatif pour la première fois depuis la crise COVID.
Dans l’industrie pharmaceutique, après une forte période d’investissements, la courbe des projets revient au niveau d’avant-Covid et la concurrence européenne est intense. Hors industrie, la France peine encore à rivaliser avec le Royaume-Uni dans la compétition pour les centres de décision et, dans les activités financières, Paris reste distancée par son homologue britannique.

Source : EY European Investment Monitor 2025

Réussites et potentiels

Certains secteurs stratégiques (énergie, IA, agro-alimentaire) plébiscitent le site France et ses territoires.

Dans le secteur de l’énergie, 70 entreprises étrangères ont fait le choix de la France
en 2024 et certaines d’entre elles contribuent à la transition énergétique de
l’Hexagone.
Dans l’intelligence artificielle, sans attendre les annonces dévoilées lors du Sommet
sur l’IA organisé à Paris en février - 109 milliards d’euros devraient irriguer ce
secteur d’avenir - la France se positionne aujourd’hui comme un pôle d’attraction majeur en Europe pour les investissements étrangers.
L’Hexagone reste central dans les plans de croissance des entreprises internationales de l’agro-alimentaire, malgré la dynamique de consommation et les relations complexes avec la distribution.
Le nombre de projets dans les centres de R&D dans l’Hexagone reculent (-15 %),
mais la France se maintient en tête du classement européen, alors que le Royaume-
Uni en fait un enjeu de son propre redressement.
Les entreprises étrangères s’implantent partout en France (75 % hors d’Île-de-
France), preuve que l’offre territoriale séduit au-delà des grandes métropoles et de leurs agglomérations.

La croisée des chemins

Les chocs actuels (politiques, diplomatiques, commerciaux, technologiques...) obligent la France et l’Europe à faire des choix forts si elles veulent continuer à compter sur l’échiquier mondial.

Pourquoi agir est urgent

Confrontée à une instabilité politique et budgétaire qu’elle n’avait pas connue depuis longtemps, la France a subi un début de défiance en 2024. Mêmes causes, mêmes effets, cette « instabilité » a également touché d’autres pays européens, à commencer par l’Allemagne et le Royaume-Uni. Cette situation peut-elle durer ?
La tendance d’investissement est clairement négative avec deux années de baisse consécutive et des projets faibles en emplois. De surcroît, la remise en cause de l’ordre multilatéral et le repli stratégique des Etats-Unis offrent des perspectives au mieux limitées, sans doute chaotiques.
Le diagnostic 2025 des dirigeants est clair et s’intensifie : coût du travail et stabilité, politique énergétique et environnementale, accès au financement et marché de capitaux, complexité réglementaire et compétitivité fiscale sont les principaux freins à la reprise d’investissements plus volumineux.

Où la France devrait-elle concentrer ses efforts afin de maintenir sa position compétitive dans l'économie mondiale ?

Priorités absolues

Simplifier et réduire la fiscalité

Soutenir les industries stratégiques (CleanTech, IA, défense, etc.)

Soutenir une économie en crise

Encourager l’innovation numérique et la compétitivité

Soutenir les PME et les ETI

Source : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (février – mars 2025)

Les raisons d’y croire

Selon notre enquête de mars 2025, la situation s’est en partie améliorée depuis l’été et l’automne 2024 : certaines entreprises étrangères ont finalement concrétisé les plans d’investissement en France qu’elles avaient, lors de notre sondage d’octobre 2024,
prévu de réduire voire de reporter.
S’ils fléchissent, les dirigeants n’abandonnent pas et pourraient augmenter leur
présence en France, 2e économie de la 2e région économique mondiale. En dépit de sa taille, somme toute limitée, la France a su saisir la balle au bond dans des secteurs d’avenir (IA, énergie décarbonée, logiciel, aéronautique, défense...) dans lesquels elle dispose des champions mondiaux, des talents humains et des ressources qui lui offrent certaines garanties en matière de souveraineté. Un avantage précieux pour ses partenaires européens.
Ce sont les raisons pour lesquelles, à 3 ans, les dirigeants restent relativement confiants si la France et l’Europe apportent des réponses immédiates sur leur compétitivité et leur souveraineté, tout en gardant le cap de l’innovation, du soutien à l’entrepreneuriat et de l’investissement dans les infrastructures.
Un bémol est à souligner : l’absence de perspectives économiques résolument
positives et le durcissement du climat international pourraient à nouveau peser sur la taille de leurs investissements.

Part des dirigeants estimant que l’attractivité de la France va s’améliorer au cours des 3 prochaines années

Source : EY European Investment Monitor, 2025

Les questions posées à la France et à
l'Europe

Si la France a des atouts, ses capacités de
rebond (croissance atone, finances publiques dégradées, capacité d’investissement et non d’épargne...) sont fragiles. Les parties prenantes (exécutif, législatif, partenaires sociaux, citoyens...) sont-elles prêtes au compromis pour
sortir par le haut de la situation actuelle ?
Sur le plan européen, certains secteurs
sont soit menacés (citons l’automobile, la
robotique, la chimie...), soit totalement
absents de la compétition mondiale (« big
tech », semi-conducteurs, grandes plateformes digitales...). La France peut-elle rebâtir, seule ou avec ses partenaires européens, par exemple dans le secteur de la sécurité et de la défense, une autonomie digne de ce nom, autonomie sans laquelle l’avenir de notre économie, de nos économies européennes serait extrêmement fragile
?

Face aux grands blocs, l’Europe ne peut plus agir en ordre dispersé. Existe-t-il une volonté politique assez forte ? La guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis n’est-elle pas de ce point de vue le test ultime de la capacité de l’Europe à agir et à gagner ensemble ?

Baromètre de l’Attractivité de la France 2025

Nouveaux chocs, nouveaux défis pour la France et l’Europe

Par Marc Lhermitte

8 minute read
15 mai 2025

Thèmes associés
Attractivité

Baromètre de
l'attractivité

Show resources add

%
des investissements étrangers et des emplois créés ont eu lieu hors de l’Île-de-France

EY Europe Attractiveness Survey

How can Europe act now to create advantage from…

17 juin 2025 | Julie Teigland + 2

Welcome to EY France
(FR)



Skip to content

J'accepte les cookies

Je refuse les cookies

Personnaliser les cookies

Bienvenue sur EY.com

Outre les cookies strictement nécessaires au fonctionnement de ce site web, nous utilisons les types de cookies suivants pour améliorer votre expérience et nos services : Des cookies fonctionnels pour améliorer votre expérience (par ex. se souvenir des paramètres), les cookies de performance pour mesurer les performances du site web et améliorer votre expérience, et les cookies de marketing/ciblage, qui sont mis en place par des tiers, nous permettent d'exécuter des campagnes de marketing, de gérer notre relation

Téléchargez l’épisode 1 du
baromètre 2025

Les documents à télécharger :

L'étude complète

Executive summary (EN)

Ce qu'il faut retenir

Dans une Europe en déficit de compétitivité et confrontée à un environnement chaotique, l’Europe voit ses investisseurs réduire considérablement leurs positions. En 2024, le nombre d’investissements étrangers sur le Vieux continent a reculé de 5%, et les emplois « apportés » de 16%.

En France, les projets et les créations de postes générées par les IDE ont chuté de respectivement 14% et 27% sous l’effet d’une prudence accrue face au contexte, mais aussi en raison des interrogations persistantes autour de notre compétitivité et de notre

stabilité. Malgré tout, l’Hexagone demeure – pour la 6ème

année consécutive – le pays

d’Europe où se sont réalisés le plus d’investissements internationaux, devant le Royaume-Uni et l’Allemagne.

Si la France et l’Europe ont des atouts, leurs capacités de rebond sont fragiles, et les chocs actuels les obligent à faire des choix forts si elles veulent continuer à compter sur l’échiquier mondial.

Pour échanger plus en détail :

Marc Lhermitte
ATTRACTIVITÉ
Associé, EY

Voir la bio

Jean-Roch Varon
Président
d'EY France

Voir la bio

Yannick Cabrol
IMPACT ET TRANSITIONS
Directeur, EY

Voir la bio

Famke

Krumbmüller
GÉOPOLITIQUE
Associate Partner, EY

Voir la bio

Virginie
Lefebvre-

Dutilleul
SANTÉ & PHARMACEUTIQUE
Avocat Associée, EY Société
d'Avocats

Voir la bio

Stéphan Bindner
STRATÉGIE
Associé, EY-Parthenon

Voir la bio

Patrick Pudduy
INDUSTRIE
Associé, EY

Voir la bio

Stéphane
Distinguin
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
Associé, EY Fabernovel

Voir la bio

Alexis Gazzo
SUSTAINABILITY
Associé, EY

Voir la bio

Jérémie Haddad
ÉNERGIE
Associé, EY

Voir la bio

Régis Houriez
INBOUNDS
Associé, EY Société d'Avocats

Voir la bio

Guéric Jacquet
SECTEUR PUBLIC
Associé, EY

Voir la bio

Jean-Pierre Lieb
FISCALITÉ
Avocat Associée, EY Société
d'Avocats

Voir la bio

Stéphane
Manoukian
SECTEUR PUBLIC
Associé, EY

Voir la bio

Antoine Moittié
EY PRIVATE
Associé, EY

Voir la bio

Jean-Marie

Perraud
GRANDE CONSOMMATION & RETAIL
Associé, EY

Voir la bio

Bertrand Régnier
FRENCH BUSINESS NETWORK
Associé, EY

Voir la bio

Axelle Ricour-

Dumas
SUSTAINABILITY
Associée, EY Fabernovel

Voir la bio

Franck Sebag
FRENCH TECH
Associé, EY

Voir la bio

Éric Verron
TECHNOLOGIES, MÉDIAS &
TELECOMMUNICATIONS
Avocat Associé, EY Société d'Avocats

Voir la bio

Stéphane Vignals
PRIVATE EQUITY
Associé, EY-Parthenon

Voir la bio

Contactez-nous

Nos implantations

My EY

Plan du site

Juridique et confidentialité

EY désigne l’organisation mondiale des sociétés membres d’Ernst & Young Global Limited, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes, et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients.



Bienvenue sur EY.com

Outre les cookies strictement nécessaires au fonctionnement de ce site web, nous utilisons les types de cookies suivants pour améliorer votre expérience et nos services : Des cookies fonctionnels pour améliorer votre expérience (par ex. se souvenir des paramètres), les cookies de performance pour mesurer les performances du site web et améliorer votre expérience, et les cookies de marketing/ciblage, qui sont mis en place par des tiers, nous permettent d'exécuter des campagnes de marketing, de gérer notre relation